



**unesco**

Organisation  
des Nations Unies  
pour l'éducation,  
la science et la culture

**215 EX/50**

**Conseil exécutif**

**Deux cent-quinzième session**

PARIS, le 19 octobre 2022  
Original anglais

**PROJETS DE DÉCISION RECOMMANDÉS  
PAR LA COMMISSION DU PROGRAMME ET DES RELATIONS EXTÉRIEURES (PX)**



Job: 202202074

1. La Commission du programme et des relations extérieures (PX) a tenu huit (8) séances et trois séances prolongées du mercredi 12 octobre au mercredi 19 octobre 2022, sous la présidence de S. E. Mme Haifa Al Mogrin (Arabie saoudite) afin d'examiner les points ci-après, que le Conseil exécutif lui avait assignés à sa séance plénière du lundi 10 octobre 2022. Conformément à l'article 16.2 du Règlement intérieur du Conseil exécutif, la Commission a élu M. Mohammed Elshahed (Égypte), Président temporaire.

**Point Titre et documents**

**POINTS DEVANT FAIRE L'OBJET D'UN RAPPORT**

**5 Suivi des décisions et résolutions adoptées par le Conseil exécutif et la Conférence générale à leurs sessions antérieures**

**5.I. Questions relatives au programme (215 EX/5.I INF)**

- B. Les Routes des personnes mises en esclavage : résistance, liberté, héritage (215 EX/5.I.B)
- C. Une action consolidée dans le sillage de l'Année internationale de l'économie créative au service du développement durable (2021) (215 EX/5.I.C)
- D. Un cadre pour l'éducation culturelle et artistique (215 EX/5.I.D)
- E. Suivi de la situation en République autonome de Crimée (Ukraine) (215 EX/5.I.E)

**QUESTIONS RELATIVES AU PROGRAMME**

**Éducation**

- 6 ODD 4 – Éducation 2030 : Coordination et appui aux niveaux mondial et régional (215 EX/6 ; 215 EX/6.INF)**
- 7 Université des Nations Unies : rapport du Conseil de l'Université et observations de la Directrice générale à ce sujet (215 EX/7)**
- 8 Conclusion de l'étude de faisabilité concernant la création d'un réseau d'établissements d'enseignement professionnel (215 EX/8)**
- 9 Activités du Programme UNITWIN et Chaires UNESCO (215 EX/9)**

**Sciences sociales et humaines**

- 11 Stratégie globale pour le Programme Gestion des transformations sociales (MOST) 2022-2029 (215 EX/11)**

**Culture**

- 12 Conférence mondiale de l'UNESCO sur les politiques culturelles et le développement durable – MONDIACULT 2022 (215 EX/12 et Add.)**

## **Communication et information**

- 13 Rapport sur l'influence des ajustements apportés à la structure du Secteur de la communication et de l'information (CI) sur le Programme Information pour tous (PIPT) (215 EX/13)**

## **RELATIONS AVEC LES ÉTATS MEMBRES, LES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES ET LES PARTENAIRES INTERNATIONAUX NON GOUVERNEMENTAUX**

- 34 Invitations à la réunion du Comité spécial pour la révision de la Recommandation de 1974 sur l'éducation pour la compréhension, la coopération et la paix internationales et l'éducation relative aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales (215 EX/34)**

## **QUESTIONS GÉNÉRALES**

- 36 Palestine occupée (215 EX/36)**
- 37 Application de la résolution 41 C/51 et de la décision 214 EX/23 concernant les institutions éducatives et culturelles dans les territoires arabes occupés (215 EX/37)**

## **POINTS SUPPLÉMENTAIRES**

- 39 Eaux souterraines (215 EX/39 ; 215 EX/PG/1.INF.3 ; 215 EX/DG.INF Rev.)**
- 40 Application de la Recommandation sur l'éthique de l'intelligence artificielle (215 EX/40 Rev. et Corr. ; 215 EX/PG/1.INF.3 ; 215 EX/DG.INF Rev.)**
- 41 Journée mondiale de la métrologie (215 EX/41 ; 215 EX/PG/1.INF.3 ; 215 EX/DG.INF Rev.)**
- 42 Mise en œuvre du programme « Fit for Life » et septième Conférence internationale des ministres et hauts fonctionnaires responsables de l'éducation physique et du sport (MINEPS VII) (215 EX/42 ; 215 EX/PG/1.INF.3 ; 215 EX/DG.INF Rev.)**
- 43 Le processus de Bakou : promouvoir le dialogue interculturel et l'inclusion sociale pour une paix et un développement durables (215 EX/43 ; 215 EX/PG/1.INF.3 ; 215 EX/DG.INF Rev.)**
- 44 Cadre mondial pour une science ouverte face aux pandémies (215 EX/44 ; 215 EX/PG/1.INF.3 ; 215 EX/DG.INF Rev.)**

## POINTS DEVANT FAIRE L'OBJET D'UN RAPPORT

### Point 5 Suivi des décisions et résolutions adoptées par le Conseil exécutif et la Conférence générale à leurs sessions antérieures

#### 5.I. Questions relatives au programme

##### **Feuille de route de l'UNESCO contre le racisme et la discrimination** (215 EX/5.I INF)

2. Après avoir examiné ce point, la Commission du programme et des relations extérieures a pris note de la Feuille de route de l'UNESCO contre le racisme et la discrimination (215 EX/5.I INF).

#### **B. Les Routes des personnes mises en esclavage : résistance, liberté, héritage** (215 EX/5.I.B)

3. Après avoir examiné ce point, la Commission du programme et des relations extérieures a recommandé au Conseil exécutif d'adopter le projet de décision suivant :

Le Conseil exécutif,

1. Rappelant les résolutions 40 C/40 et 41 C/30, ainsi que ses décisions 209 EX/5.I.F, 211 EX/5.I.D, 212 EX/5.I.B et 214 EX/5.I.B,
2. Ayant examiné le document 215 EX/5.I.B,
3. Se félicite de la redynamisation du projet à la suite de la réunion du nouveau Comité scientifique international qui s'est tenue du 9 au 11 juin 2022 à Halifax ;
4. Prie la Directrice générale de lui présenter, à sa 216<sup>e</sup> session, un plan d'action fondé sur les propositions du Comité scientifique international relatives au projet « Les Routes des personnes mises en esclavage : résistance, liberté, héritage » ;
5. Invite la Directrice générale à poursuivre la mise en œuvre continue et approfondie de du projet renforcé « Les Routes des personnes mises en esclavage : résistance, liberté, héritage » et à lui soumettre, à sa 216<sup>e</sup> session, un rapport d'étape sur sa mise en œuvre présentant des résultats concrets ;
6. Prend note du rapport et appelle les États membres à apporter un soutien financier et en nature à la mise en œuvre du projet « Les Routes des personnes mises en esclavage : résistance, liberté, héritage », en particulier pour la célébration du 30<sup>e</sup> anniversaire du projet.

#### **C. Une action consolidée dans le sillage de l'Année internationale de l'économie créative au service du développement durable (2021)** (215 EX/5.I.C)

4. Après avoir examiné ce point, la Commission du programme et des relations extérieures a recommandé au Conseil exécutif d'adopter le projet de décision suivant :

Le Conseil exécutif,

1. Ayant examiné le document 215 EX/5.I.C,
2. Rappelant sa décision 212 EX/46,

3. Considérant que l'économie créative est un moteur de la croissance économique et d'un développement durable inclusif, notamment en tant qu'important fournisseur d'opportunités d'emploi, en particulier pour les femmes et les jeunes,
4. Considérant également que des écosystèmes culturels inclusifs, résilients et prospères, de ceux du patrimoine culturel à ceux des expressions créatives contemporaines, nécessitent des politiques, des mesures et des cadres réglementaires fondés sur des éléments probants et des données,
5. Prend note avec satisfaction des activités de suivi menées par le Secrétariat, notamment dans le cadre des conventions et recommandations de l'UNESCO relatives à la culture ainsi que de l'élaboration des Indicateurs Culture|2030, pour mesurer la contribution de la culture de manière transversale dans tous les secteurs aux niveaux national et local ;
6. Reconnaît qu'il est important que l'Institut de statistique de l'UNESCO (ISU) élabore, en étroite coopération avec le Secteur de la culture et en synergie avec d'autres organisations compétentes par l'intermédiaire de la Plate-forme interinstitutions de l'UNESCO sur la culture pour le développement durable, un ensemble d'indicateurs prioritaires et réalisables pour les industries culturelles et créatives, et prend acte du fait que les travaux entrepris par l'ISU au-delà de l'établissement de rapports sur l'indicateur 11.4.1 des objectifs de développement durable (ODD) nécessiteront un soutien financier supplémentaire ;
7. Invite la Directrice générale à mobiliser des fonds à l'appui de l'élaboration d'indicateurs internationaux relatifs aux industries culturelles et créatives, et encourage les États membres à fournir des contributions volontaires pour appuyer la mise en place d'un processus intégré de collecte et d'analyse de données qui rassemble des données qualitatives et quantitatives sur la culture aux niveaux national et local, à mettre en œuvre conjointement par le Secteur de la culture et l'Institut de statistique de l'UNESCO (ISU) ;
8. Prie la Directrice générale de lui faire rapport à sa 217<sup>e</sup> session sur l'état d'avancement de la mise en place d'un processus intégré de collecte et d'analyse de données.

#### **D. Un cadre pour l'éducation culturelle et artistique (215 EX/5.I.D)**

5. Après avoir examiné ce point, la Commission du programme et des relations extérieures a recommandé au Conseil exécutif d'adopter le projet de décision suivant :

Le Conseil exécutif,

1. Rappelant ses décisions 211 EX/39 et 214 EX/5.I.C,
2. Ayant examiné le document 215 EX/5.I.D,
3. Prend note des conclusions du processus de consultation mené auprès des États membres et d'autres experts en vue de l'élaboration d'un cadre mondial de l'UNESCO pour l'éducation culturelle et artistique ;
4. Remercie le Gouvernement de la République de Corée d'avoir accueilli la première réunion internationale d'experts sur l'éducation culturelle et artistique les 24 et 25 mai 2022 à Séoul (République de Corée) ;
5. Sait gré au Gouvernement des Émirats arabes unis d'être le fer de lance de l'élaboration d'un cadre de l'UNESCO pour l'éducation culturelle et artistique et de la soutenir par une généreuse contribution financière ;

6. Remercie également la Directrice générale de s'être employée à renforcer la coopération entre le Secteur de la culture et le Secteur de l'éducation pour l'exploitation de synergies entre la culture et l'éducation, et d'avoir lancé des consultations avec les États membres et des experts en vue de déterminer les tendances, les lacunes, les besoins et les bonnes pratiques actuelles à cet égard ;
7. Appelle les États membres à verser les contributions volontaires nécessaires pour soutenir l'organisation de réunions régionales d'experts dans toutes les régions de façon à assurer une approche inclusive et géographiquement équilibrée du processus préparatoire entrepris aux fins de l'élaboration d'un cadre mondial de l'UNESCO pour l'éducation culturelle et artistique, ainsi que de l'organisation en 2023 d'une conférence mondiale de l'UNESCO sur l'éducation culturelle et artistique (réunion de catégorie II) dans les Émirats arabes unis, conformément aux décisions 211 EX/39 et 214 EX/5.I.C ;
8. Prie la Directrice générale de poursuivre le processus préparatoire entrepris en vue de l'élaboration d'un cadre mondial de l'UNESCO pour l'éducation culturelle et artistique en étroite consultation avec les États membres, conformément à la décision 214 EX/5.I.C, en invitant les États membres à prendre une part active au processus et à appuyer celui-ci au moyen de contributions volontaires, et la prie également de lui présenter un rapport d'étape à ce sujet à sa 216<sup>e</sup> session.
9. Prie en outre la Directrice générale de lui soumettre, à sa 216<sup>e</sup> session, une proposition de mandat pour la conférence mondiale de l'UNESCO sur l'éducation culturelle et artistique (réunion de catégorie II), qui doit être accueillie par les Émirats arabes unis, conformément aux décisions 211 EX/39 et 214 EX/5.I.C, accompagnée d'une proposition de liste des participants à la conférence.

**E. Suivi de la situation en République autonome de Crimée (Ukraine)**  
(215 EX/5.I.E)

6. À la suite d'un vote par appel nominal<sup>1</sup>, la Commission du programme et des relations extérieures a recommandé au Conseil exécutif d'adopter le projet de décision suivant :

Le Conseil exécutif,

1. Ayant examiné le document 215 EX/5.I.E,
2. Prend note des informations qui y figurent ;
3. Invite la Directrice générale à lui faire rapport à ce sujet à sa 217<sup>e</sup> session.

<sup>1</sup> Résultats – 19 voix pour, 3 voix contre et 28 abstentions.

**Pour** : Afrique du Sud, Allemagne, Autriche, Botswana, Chili, Espagne, France, Hongrie, Îles Cook, Islande, Italie, Japon, Lituanie, Mexique, Pays-Bas, Pologne, République de Corée, Suisse, Türkiye.

**Contre** : Chine, Myanmar, Fédération de Russie.

**Abstentions** : Afghanistan, Angola, Arabie saoudite, Argentine, Brésil, Congo, Égypte, Émirats arabes unis, Ghana, Grenade, Inde, Jordanie, Kenya, Kirghizistan, Koweït, Namibie, Pakistan, Paraguay, République démocratique du Congo, République dominicaine, République-Unie de Tanzanie, Sénégal, Serbie, Thaïlande, Togo, Tunisie, Uruguay, Viet Nam.

**Absents** : Arménie, Azerbaïdjan, Bénin, Djibouti, Guinée, Haïti, Philippines, Sainte-Lucie.

## QUESTIONS RELATIVES AU PROGRAMME

### Éducation

#### **Point 6 ODD 4 – Éducation 2030 : Coordination et appui aux niveaux mondial et régional** (215 EX/6 ; 215 EX/6.INF)

7. Après avoir examiné ce point, la Commission du programme et des relations extérieures a recommandé au Conseil exécutif d'adopter le projet de décision suivant :

Le Conseil exécutif,

1. Rappelant sa décision 214 EX/6,
2. Ayant examiné le document 215 EX/6,
3. Remercie la Directrice générale de ses efforts visant à asseoir encore le leadership de l'UNESCO dans la coordination et le suivi de l'ODD 4 – Éducation 2030, notamment dans le cadre de la mise en œuvre du Mécanisme mondial de coopération dans le domaine de l'éducation, ainsi que dans le processus préparatoire et le suivi du Sommet sur la transformation de l'éducation ;
4. Exprime son ferme soutien à l'intégration du Sommet sur la transformation de l'éducation dans la feuille de route du Mécanisme mondial de coopération dans le domaine de l'éducation, en vue d'assurer leur harmonisation et de mettre à profit l'expertise des plates-formes et des parties prenantes du Mécanisme pour accélérer conjointement la transformation de l'éducation ;
5. Félicite la Directrice générale pour l'organisation réussie du Sommet préparatoire sur la transformation de l'éducation, tenu du 28 au 30 juin 2022 au Siège de l'UNESCO, et pour la contribution de l'UNESCO à l'organisation du Sommet sur la transformation de l'éducation, tenu du 16 au 19 septembre 2022 à New York, manifestations qui ont créé une dynamique unique en faveur de l'éducation ;
6. Salue le rôle de chef de file joué par le Comité directeur de haut niveau ODD 4 – Éducation 2030 (CDHN ODD 4) dans l'organisation du Sommet sur la transformation de l'éducation, et soutient fermement la gestion des suites du Sommet assurée par le CDHN ODD 4 par le biais d'une surveillance et d'un suivi effectifs des progrès accomplis ;
7. Encourage les États membres à accroître encore leur soutien aux activités de coordination mondiale et régionale de l'ODD 4 – Éducation 2030 menées par l'UNESCO, notamment par la mobilisation de ressources extrabudgétaires et l'appui au secrétariat interinstitutions du Comité directeur de haut niveau ODD 4 – Éducation 2030 ;
8. Prend note avec satisfaction des propositions formulées par le réseau SDG4Youth, notamment en ce qui concerne les moyens de renforcer leur participation au processus de transformation de l'éducation, et encourage les États membres à les mettre en œuvre selon qu'il convient ;
9. Salue l'initiative du Royaume du Maroc de créer un Institut africain pour l'apprentissage tout au long de la vie, l'un des résultats du Cadre d'action de Marrakech adopté lors de la septième Conférence internationale sur l'éducation des adultes (CONFINTEA VII), afin de soutenir les progrès en vue de la réalisation de l'ODD 4 dans la région ;

10. Regrettant l'annonce de la Commissaire aux comptes à propos de la résolution 41 C/12, paragraphe 4, prie la Directrice générale d'émettre un mandat externe, au titre du budget ordinaire, afin de procéder à une évaluation du Bureau international d'éducation (BIE), conformément à ladite résolution et dans le strict respect de celle-ci ;
11. Prie également la Directrice générale de lui rendre compte, à sa 217<sup>e</sup> session, du travail de coordination et d'appui à l'ODD 4 – Éducation 2030 aux niveaux mondial et régional, ainsi que des progrès accomplis dans les États membres.

**Point 7 Université des Nations Unies : rapport du Conseil de l'Université et observations de la Directrice générale à ce sujet (215 EX/7)**

8. Après avoir examiné ce point, la Commission du programme et des relations extérieures a recommandé au Conseil exécutif d'adopter le projet de décision suivant :

Le Conseil exécutif,

1. Ayant examiné le document 215 EX/7,
2. Conscient du rôle clé de l'Université des Nations Unies (UNU) en tant que passerelle entre la communauté universitaire internationale et les Nations Unies, et de sa coopération fructueuse avec l'UNESCO,
3. Exprime sa satisfaction quant à l'évolution du programme et des activités de l'Université des Nations Unies (UNU) ;
4. Se félicite de la poursuite de la participation de l'Université des Nations Unies (UNU) aux programmes et activités de l'UNESCO, notamment aux chaires et réseaux UNESCO-UNU ;
5. Invite la Directrice générale à continuer de renforcer la coopération de l'UNESCO avec l'Université des Nations Unies (UNU) dans les domaines d'intérêt et de priorité communs, notamment en mettant à profit la fonction de laboratoire d'idées de l'UNU et ses travaux de recherche pour étayer les programmes de l'UNESCO, s'il y a lieu ;
6. Invite également la Directrice générale à communiquer à la Présidente du Conseil de l'Université des Nations Unies (UNU) les termes de la présente décision.

**Point 8 Conclusion de l'étude de faisabilité concernant la création d'un réseau d'établissements d'enseignement professionnel (215 EX/8)**

9. Après avoir examiné ce point, la Commission du programme et des relations extérieures a recommandé au Conseil exécutif d'adopter le projet de décision suivant :

Le Conseil exécutif,

1. Rappelant sa décision 212 EX/7,
2. Prend note des constatations et des conclusions de l'étude de faisabilité qui figurent dans le document 215 EX/8 ;
3. Accueille avec satisfaction les activités du Centre international de l'UNESCO pour l'enseignement et la formation techniques et professionnels (UNEVOC) et du réseau UNEVOC ;



4. Prie la Directrice générale de continuer à chercher des moyens de renforcer et d'amplifier les actions ciblant les établissements d'EFTP au sein du réseau UNEVOC, comme décrit au paragraphe 13 du document 215 EX/8, et de lui en rendre compte à sa 217<sup>e</sup> session ;
5. Salue les efforts déployés par les États membres pour fournir des contributions volontaires au Centre international de l'UNESCO pour l'enseignement et la formation techniques et professionnels (UNEVOC) afin que celui-ci soutienne mieux le réseau UNEVOC et ses membres, y compris les établissements d'EFTP.

**Point 9 Activités du Programme UNITWIN et Chaires UNESCO (215 EX/9)**

10. Après avoir examiné ce point, la Commission du programme et des relations extérieures a recommandé au Conseil exécutif d'adopter le projet de décision suivant :

Le Conseil exécutif,

1. Ayant examiné le document 215 EX/9,
2. Salue les efforts déployés par la Directrice générale pour réformer le Programme UNITWIN et Chaires UNESCO ;
3. Recommande que la Directrice générale mette en œuvre les propositions formulées dans le document 215 EX/9 pour améliorer le fonctionnement du Programme UNITWIN et Chaires UNESCO, lequel joue un rôle important dans le renforcement des fonctions d'observatoire et de laboratoire d'idées de l'Organisation, et met à profit son expertise interdisciplinaire et son intelligence collective ;
4. Souligne le caractère temporaire de la mesure visant à limiter le nombre de candidatures pour des chaires UNESCO à deux par cycle ;
5. Invite la Directrice générale à améliorer la transparence de la procédure d'évaluation des candidatures concernant la création de chaires UNESCO et à mettre au point une procédure efficace pour la prise de décisions ;
6. Appelle les États membres à apporter leur soutien et à contribuer au renforcement de la coopération interuniversitaire Nord-Sud-Sud par le biais du Programme UNITWIN et Chaires UNESCO ;
7. Prie instamment les États membres d'appuyer le renforcement du Programme UNITWIN et Chaires UNESCO en fournissant des contributions volontaires ou une expertise ;
8. Prend note du rôle crucial des commissions nationales dans l'amélioration de la gestion du Programme UNITWIN et Chaires UNESCO, comme mentionné dans les « Directives et procédures » révisées en mars 2022 ;
9. Prie la Directrice générale de continuer à rendre compte des activités du Programme UNITWIN et Chaires UNESCO dans le cadre du rapport statutaire (EX/4) sur l'exécution du programme ;
10. Prie également la Directrice générale d'inscrire un rapport sur les activités du Programme UNITWIN et Chaires UNESCO à l'ordre du jour de la 42<sup>e</sup> session de la Conférence générale.

## Sciences sociales et humaines

### Point 11 Stratégie globale pour le Programme Gestion des transformations sociales (MOST) 2022-2029 (215 EX/11)

11. La Commission du programme et des relations extérieures a recommandé au Conseil exécutif d'adopter le projet de décision suivant :

Le Conseil exécutif,

1. Ayant examiné le document 215 EX/11,
2. Réaffirmant le rôle que joue le Programme Gestion des transformations sociales (MOST) pour veiller à la prise en compte des connaissances en sciences sociales et humaines dans les analyses de haut niveau et la formulation des politiques à l'appui d'un développement inclusif,
3. Se référant à la Stratégie à moyen terme pour 2022-2029 ([41 C/4](#)) et au Programme et budget pour 2022-2025 ([41 C/5 approuvé](#)) de l'UNESCO, notamment au Produit 7.SHS2, dans la stratégie de mise en œuvre duquel le Programme Gestion des transformations sociales (MOST) joue un rôle central,
4. Prenant note de la décision adoptée par le Conseil intergouvernemental du Programme Gestion des transformations sociales (CIG-MOST) à sa [15<sup>e</sup> session ordinaire](#), tenue les 30 et 31 mars 2021, concernant l'élaboration de la Stratégie globale pour le Programme MOST 2022-2029, ainsi que des décisions adoptées par le CIG-MOST à ses [sessions extraordinaires des 17 et 18 février](#) et des 9 et 10 mars 2022 pour approuver, respectivement, la nouvelle stratégie et sa matrice de suivi et de résultats, qui comprend les données de référence, les cibles et les indicateurs de performance,
5. Salue le travail accompli par le Conseil intergouvernemental du Programme Gestion des transformations sociales (CIG-MOST) pour élaborer une Stratégie globale pour le Programme MOST 2022-2029 en totale conformité avec la [Stratégie à moyen terme de l'UNESCO pour 2022-2029 \(41 C/4\)](#) ;
6. Approuve la Stratégie globale pour le Programme MOST 2022-2029, telle qu'elle figure dans le document 215 EX/11.

## Culture

### Point 12 Conférence mondiale de l'UNESCO sur les politiques culturelles et le développement durable – MONDIACULT 2022 (215 EX/12 et Add.)

12. Après avoir examiné ce point, la Commission du programme et des relations extérieures a recommandé au Conseil exécutif d'adopter le projet de décision suivant :

Le Conseil exécutif,

1. Rappelant ses décisions 211 EX/5.I.F, 212 EX/5.I.C et 214 EX/10,
2. Ayant examiné les documents 215 EX/12 et Add.,
3. Exprime de nouveau sa reconnaissance au Gouvernement mexicain, qui accueillera du 28 au 30 septembre 2022, à Mexico, la Conférence mondiale de l'UNESCO sur les politiques culturelles et le développement durable – MONDIACULT 2022, en tant que réunion intergouvernementale de l'UNESCO (catégorie II) ;

4. Remercie la Directrice générale d'avoir mené les processus de consultation et de préparation ayant conduit à la Conférence mondiale de l'UNESCO sur les politiques culturelles et le développement durable – MONDIACULT 2022, et d'avoir ainsi permis à l'UNESCO d'asseoir son leadership mondial dans le domaine de la culture ;
5. Salue l'adoption unanime par consensus de la Déclaration finale de la Conférence ;
6. Se félicite des résultats de la Conférence mondiale de l'UNESCO sur les politiques culturelles et le développement durable – MONDIACULT 2022, tels qu'énoncés dans sa déclaration finale ;
7. Encourage les États membres à plaider davantage en faveur de la culture comme bien public mondial, notamment à l'horizon 2030 et au-delà ;
8. Invite les États membres à appuyer l'UNESCO dans la mise en œuvre des résultats de la Conférence mondiale de l'UNESCO sur les politiques culturelles et le développement durable – MONDIACULT 2022 dans le cadre du Programme et budget pour 2022-2025 (41 C/5) ;
9. Prie la Directrice générale de lui rendre compte, à sa 216<sup>e</sup> session, des progrès accomplis en ce qui concerne l'ensemble des résultats de la Conférence mondiale de l'UNESCO sur les politiques culturelles et le développement durable – MONDIACULT 2022, notamment le mandat, le statut et les modalités du Forum périodique qui doit avoir lieu tous les quatre ans, en gardant à l'esprit que le forum mondial ne saurait se substituer aux processus décisionnels existants de l'UNESCO et de ses conventions du secteur culturel, ainsi que la méthodologie du Rapport mondial de l'UNESCO ;
10. Prie également la Directrice générale d'inscrire régulièrement à l'ordre du jour du Conseil exécutif un point sur la préparation du prochain forum mondial ainsi que sur les plans d'action et l'état d'avancement de la Déclaration.

## **Communication et information**

### **Point 13 Conférence mondiale de l'UNESCO sur les politiques culturelles et le développement durable – MONDIACULT 2022 (215 EX/12 et Add.)**

13. Après avoir examiné ce point, la Commission du programme et des relations extérieures a recommandé au Conseil exécutif d'adopter le projet de décision suivant :

Le Conseil exécutif,

1. Ayant examiné le document 215 EX/13,
2. Prend note du rapport qu'il contient sur l'influence des ajustements apportés à la structure du Secteur de la communication et de l'information (CI) sur le Programme Information pour tous (PIPT).

## **RELATIONS AVEC LES ÉTATS MEMBRES, LES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES ET LES PARTENAIRES INTERNATIONAUX NON GOUVERNEMENTAUX**

### **Point 34 Invitations à la réunion du Comité spécial pour la révision de la Recommandation de 1974 sur l'éducation pour la compréhension, la coopération et la paix internationales et l'éducation relative aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales (215 EX/34)**

14. Après avoir examiné ce point, la Commission du programme et des relations extérieures a recommandé au Conseil exécutif d'adopter le projet de décision suivant :

Le Conseil exécutif,

1. Rappelant la résolution 41 C/17,
2. Ayant examiné le document 215 EX/34,
3. Décide :
  - (a) que des invitations à participer, avec droit de vote, à la réunion intergouvernementale du Comité spécial pour la révision de la Recommandation de 1974 sur l'éducation pour la compréhension, la coopération et la paix internationales et l'éducation relative aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales (catégorie II) seront envoyées à tous les États membres et Membres associés de l'UNESCO ;
  - (b) que des invitations à envoyer des observateurs à la réunion intergouvernementale du Comité spécial (catégorie II) seront adressées aux États non membres mentionnés au paragraphe 6 du document 215 EX/34 ;
  - (c) que des invitations à envoyer des observateurs à la réunion intergouvernementale du Comité spécial (catégorie II) seront adressées aux organisations du système des Nations Unies mentionnées au paragraphe 7 du document 215 EX/34, dont la liste figure à la section 1 de son annexe ;
  - (d) que des invitations à envoyer des observateurs à la réunion intergouvernementale du Comité spécial (catégorie II) seront adressées aux organisations intergouvernementales et non gouvernementales mentionnées aux paragraphes 8 et 9 du document 215 EX/34, dont la liste figure aux sections 2 et 3 de son annexe ;
  - (e) d'ajouter la Communauté d'États indépendants (CEI) et l'Organisation de Shanghai pour la coopération à la liste des invitations à la réunion intergouvernementale du Comité spécial (catégorie II) ;
4. Autorise la Directrice générale à adresser des invitations aux entités mentionnées au paragraphe 10 du document 215 EX/34, dont la liste figure à la section 4 de son annexe, ainsi qu'à toute autre entité dont elle pourrait juger la participation utile pour l'avancement des travaux de la réunion intergouvernementale du Comité spécial (catégorie II), en informant le Conseil exécutif ;
5. Salue les efforts déployés par les États membres pour fournir des contributions volontaires en vue de l'organisation de la réunion intergouvernementale du Comité spécial (catégorie II).

## QUESTIONS GÉNÉRALES

### Point 36 Palestine occupée (215 EX/36)

15. La Commission du programme et des relations extérieures a recommandé au Conseil exécutif d'adopter le projet de décision suivant :

Le Conseil exécutif,

1. Ayant examiné le document 215 EX/36, ainsi que les annexes à la présente décision,
2. Rappelant ses décisions antérieures relatives à la « Palestine occupée »,

3. Décide d'inscrire ce point à l'ordre du jour de sa 216<sup>e</sup> session et invite la Directrice générale à lui présenter un rapport de suivi à ce sujet.

-----

## ANNEXE I



215 EX/PX/DR.36.1  
PARIS, le 5 octobre 2022  
Original anglais

### Conseil exécutif Deux cent-quinzième session

#### COMMISSION DU PROGRAMME ET DES RELATIONS EXTÉRIEURES (PX)

##### Point 36 PALESTINE OCCUPÉE

##### PROJET DE DÉCISION

Le Conseil exécutif,

1. Ayant examiné le document 215 EX/36,
2. Rappelant les dispositions des quatre Conventions de Genève (1949) et de leurs Protocoles additionnels (1977), du Règlement de La Haye concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre (1907), de la Convention de La Haye pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé (1954) et de ses Protocoles additionnels, de la Convention concernant les mesures à prendre pour interdire et empêcher l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites des biens culturels (1970) et de la Convention pour la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel (1972), l'inscription de la Vieille Ville de Jérusalem et ses remparts sur la Liste du patrimoine mondial (1981) et sur la Liste du patrimoine mondial en péril (1982), à la demande de la Jordanie, les recommandations, résolutions et décisions de l'UNESCO sur la protection du patrimoine culturel, ainsi que les résolutions et décisions de l'UNESCO concernant Jérusalem, et rappelant également les précédentes décisions de l'UNESCO relatives à la reconstruction et au développement de Gaza ainsi que les décisions de l'UNESCO concernant les deux sites palestiniens à Al-Khalil/Hébron et à Bethléem,
3. Affirmant que rien dans la présente décision, qui vise, entre autres, à sauvegarder le patrimoine culturel palestinien et le caractère distinctif de Jérusalem-Est, n'affectera en aucune manière les résolutions et décisions pertinentes du Conseil de sécurité et des Nations Unies concernant le statut juridique de la Palestine et de Jérusalem, y compris la résolution 2334 du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies (2016),
4. Prenant note des courriers adressés en 2022 à la Directrice générale par les délégations permanentes de la Palestine et de la Jordanie auprès de l'UNESCO au sujet des sous-parties qui suivent,
  - I. **Jérusalem**
5. Réaffirmant l'importance de la Vieille Ville de Jérusalem et ses remparts pour les trois religions monothéistes,
6. Rappelant que toute mesure ou action législative ou administrative prise par Israël, la Puissance occupante, et ayant pour effet ou objet de modifier le caractère et le statut de la ville sainte de

Jérusalem, en particulier la « loi fondamentale » sur Jérusalem, est nulle et non avenue et doit donc être annulée sans délai,

7. Rappelant également les 22 décisions du Conseil exécutif, à savoir les décisions 185 EX/14, 187 EX/11, 189 EX/8, 190 EX/13, 192 EX/11, 194 EX/5.I.D, 195 EX/9, 196 EX/26, 197 EX/32, 199 EX/19.I, 200 EX/25, 201 EX/30, 202 EX/38, 204 EX/25, 205 EX/28, 206 EX/32, 207 EX/38, 209 EX/24, 210 EX/36, 211 EX/33, 212 EX/43 et 214 EX/22, ainsi que les 11 décisions du Comité du patrimoine mondial, à savoir les décisions 34 COM 7A.20, 35 COM 7A.22, 36 COM 7A.23, 37 COM 7A.26, 38 COM 7A.4, 39 COM 7A.27, 40 COM 7A.13, 41 COM 7A.36, 42 COM 7A.21, 43 COM 7A.22 et 44 COM/7A.10,
8. Regrette que les autorités d'occupation israéliennes n'aient pas mis un terme aux fouilles, creusements de tunnels, travaux et projets constamment menés dans Jérusalem-Est, en particulier à l'intérieur et aux alentours de la Vieille Ville, qui ont un caractère illégal au regard du droit international, et demande de nouveau à Israël, la Puissance occupante, de mettre un terme à toutes les violations qui sont contraires aux dispositions des conventions, résolutions et décisions pertinentes de l'UNESCO ;
9. Regrette également le refus d'Israël d'accéder à la demande qu'il a adressée à la Directrice générale concernant la nomination d'un représentant permanent qui serait affecté à Jérusalem-Est pour rendre compte périodiquement de tous les aspects relevant des domaines de compétence de l'UNESCO à Jérusalem-Est, et demande de nouveau à la Directrice générale de nommer, dès que possible, le représentant susmentionné ;

## **II. Reconstruction et développement de Gaza**

10. Déplore vivement les activités militaires en cours aux alentours de la bande de Gaza et leur lourd bilan en termes de victimes civiles, ainsi que leurs conséquences négatives persistantes dans les domaines de compétence de l'UNESCO ;
11. Déplore la fermeture continue de la bande de Gaza par Israël, qui porte atteinte à la circulation libre et continue du personnel et de l'aide humanitaire, ainsi que des étudiants, et prie Israël de desserrer immédiatement cet étau ;
12. Remercie la Directrice générale des initiatives déjà mises en œuvre à Gaza dans les domaines de l'éducation, de la culture et de la jeunesse, ainsi que pour la sécurité des professionnels des médias, lui demande de continuer à participer activement à la reconstruction des établissements éducatifs et culturels endommagés à Gaza, et la prie de nouveau, à cet égard, de remettre en état l'Antenne de l'UNESCO à Gaza et d'organiser, dès que possible, une réunion d'information sur la situation actuelle à Gaza en ce qui concerne les domaines de compétence de l'UNESCO et sur les résultats des projets menés par l'Organisation ;

## **III. Les deux sites palestiniens d'Al-Haram Al-Ibrahimi/Tombeau des Patriarches à Al-Khalil/Hébron et de la Mosquée Bilal Bin Rabah/Tombe de Rachel à Bethléem**

13. Réaffirme que les deux sites concernés, qui se trouvent à Al-Khalil/Hébron et à Bethléem, font partie intégrante du territoire palestinien occupé, et partage la conviction de la communauté internationale, à savoir que ces deux sites revêtent une importance religieuse pour le judaïsme, le christianisme et l'islam ;
14. Déplore en outre la poursuite des fouilles, des travaux et de la construction, par Israël, de routes privées pour les colons et d'un Mur dans la vieille ville d'Al-Khalil/Hébron, qui ont un caractère illégal au regard du droit international et portent atteinte à l'authenticité et à l'intégrité du site, ainsi que le déni de la liberté de mouvement et de la liberté d'accès aux lieux de culte qui en découle, et demande à Israël, la Puissance occupante, de mettre fin à toutes les violations qui sont contraires aux dispositions des conventions, résolutions et décisions pertinentes de l'UNESCO ;
15. Regrette l'impact visuel du Mur sur le site de la Mosquée Bilal Bin Rabah/Tombe de Rachel à Bethléem, ainsi que la stricte interdiction concernant l'accès au site des fidèles chrétiens et musulmans palestiniens, et exige que les autorités israéliennes rétablissent l'aspect originel du paysage autour du site et lèvent l'interdiction d'accès ;

IV.

16. Décide d'inscrire ces questions à l'ordre du jour de sa 216<sup>e</sup> session au titre d'un point intitulé « Palestine occupée », et invite la Directrice générale à lui présenter un rapport d'étape à ce sujet.

ANNEXE II

**MISSION DE SUIVI RÉACTIF DE L'UNESCO  
SUR LE SITE DE LA VIEILLE VILLE DE JÉRUSALEM ET SES REMPARTS**

Le Conseil exécutif

1. Souligne que la mission de suivi réactif de l'UNESCO sur le site de la Vieille Ville de Jérusalem et ses remparts doit être mise en œuvre d'urgence ;
2. Invite la Directrice générale et le Centre du patrimoine mondial à tout mettre en œuvre, dans le cadre de leur mandat et conformément aux dispositions des conventions, décisions et résolutions pertinentes de l'UNESCO, pour assurer rapidement la mise en œuvre de la mission et, dans le cas où celle-ci n'aurait pas lieu, de proposer des mesures concrètes dans le rapport qui lui sera soumis à sa 216<sup>e</sup> session ;
3. Exprime son engagement à déployer tous ses efforts afin de résoudre cette question à sa prochaine session.

**Point 37 Application de la résolution 41 C/51 et de la décision 214 EX/23 concernant les institutions éducatives et culturelles dans les territoires arabes occupés (215 EX/37)**

16. La Commission du programme et des relations extérieures a recommandé au Conseil exécutif d'adopter le projet de décision suivant :

Le Conseil exécutif,

1. Ayant examiné les documents 215 EX/36 et 215 EX/37, ainsi que l'annexe à la présente décision,
2. Rappelant ses décisions antérieures relatives aux « institutions éducatives et culturelles dans les territoires arabes occupés »,
3. Décide d'inscrire ce point à l'ordre du jour de sa 216<sup>e</sup> session et invite la Directrice générale à lui présenter un rapport de suivi à ce sujet.

-----

ANNEXE



**unesco**

Organisation  
des Nations Unies  
pour l'éducation,  
la science et la culture

215 EX/PX/DR.37.1  
PARIS, le 5 octobre 2022  
Original anglais

**Conseil exécutif**  
Deux cent-quinzième session

## COMMISSION DU PROGRAMME ET DES RELATIONS EXTÉRIEURES (PX)

## Point 37 APPLICATION DE LA RÉSOLUTION 41 C/51 ET DE LA DÉCISION 214 EX/23 CONCERNANT LES INSTITUTIONS ÉDUCATIVES ET CULTURELLES DANS LES TERRITOIRES ARABES OCCUPÉS

## PROJET DE DÉCISION

Le Conseil exécutif,

## I. PALESTINE OCCUPÉE

1. Rappelant sa décision 185 EX/36 et la résolution 38 C/72, ainsi que l'article 26 de la Déclaration universelle des droits de l'homme relatif au droit à l'éducation, les articles 24, 50 et 94 de la quatrième Convention de Genève en ce qui concerne le déni du droit des enfants à l'éducation, la Convention de La Haye (1954) et ses Protocoles additionnels, et la Convention pour la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel (1972), et rappelant également l'avis consultatif de la Cour internationale de justice, en date du 9 juillet 2004, concernant les « Conséquences juridiques de l'édification d'un mur dans le territoire palestinien occupé »,
2. Ayant examiné les documents 215 EX/36 et 215 EX/37,
3. Résolument engagé en faveur de la sauvegarde des monuments, œuvres d'art, manuscrits, livres et autres biens historiques et culturels qui doivent être protégés en cas de conflit, ainsi que des écoles et de tous les établissements éducatifs,
4. Déplore les effets préjudiciables que les confrontations militaires ont eus dans les domaines de compétence de l'UNESCO à l'intérieur de la bande de Gaza, notamment en ce qui concerne les institutions éducatives et culturelles ;
5. Profondément préoccupé par les atteintes portées par l'armée israélienne aux écoles et universités palestiniennes, exige que les autorités israéliennes cessent les actions qui portent atteinte aux principes de l'UNESCO et aux dispositions de la Déclaration mondiale sur l'Éducation pour tous (1990), et réaffirme, à cet égard, que les écoles, les universités et les sites du patrimoine culturel bénéficient d'une protection spéciale et ne doivent pas être pris pour cibles ;
6. Exprime la préoccupation croissante que lui inspire le Mur, qui nuit aux activités des institutions éducatives et culturelles, et exige, à cet égard, qu'Israël, la Puissance occupante, mette fin à toutes ses activités de colonisation, notamment la construction du Mur et toute autre mesure tendant à modifier le caractère, le statut et la composition démographique du territoire palestinien occupé, y compris à l'intérieur et aux alentours de Jérusalem-Est et du monastère de Crémisan dans le Gouvernorat de Bethléem, qui nuisent au tissu social palestinien et empêchent les élèves et étudiants palestiniens d'exercer pleinement leur droit à l'éducation ;
7. Prend note avec une vive préoccupation de la censure pratiquée par Israël sur les programmes d'enseignement scolaires et universitaires palestiniens à Jérusalem-Est, et prie instamment les autorités israéliennes de mettre immédiatement fin à cette censure ;
8. Exprime sa gratitude à l'ensemble des États membres, des organisations intergouvernementales et des organisations non gouvernementales concernés pour leurs importantes contributions à l'action de l'UNESCO en Palestine, ainsi que pour la construction d'écoles pour les enfants palestiniens, telles que l'école de Tana, près de Naplouse, et les deux écoles de Khan Al-Ahmar et Abu Nuwar, près de Jérusalem, et les exhorte à continuer d'aider l'UNESCO dans cette entreprise ;
9. Regrette vivement la destruction d'écoles par les autorités israéliennes, y compris les écoles d'Abu Nuwar et de Tana, et prie instamment les autorités israéliennes d'abandonner tout projet de nouvelle démolition, notamment en ce qui concerne l'école de Khan Al-Ahmar ;



10. Remercie la Directrice générale des résultats obtenus en faveur de la protection, de la reconstruction, de la réhabilitation et de la restauration des sites archéologiques et du patrimoine culturel palestiniens, l'invite à redoubler d'efforts à cet égard et à renforcer l'assistance de l'UNESCO aux institutions éducatives et culturelles palestiniennes en vue de répondre aux besoins de renforcement des capacités dans les domaines de compétence de l'UNESCO, notamment en développant le programme d'assistance financière aux élèves et étudiants palestiniens, et la prie d'organiser, dès que possible, la neuvième réunion du Comité conjoint UNESCO-Palestine ;

## II. GOLAN SYRIEN OCCUPÉ

11. Invite également la Directrice générale :
  - (a) à poursuivre ses efforts visant à préserver le tissu humain, social et culturel du Golan syrien occupé, conformément aux dispositions pertinentes de ses décisions ;
  - (b) à déployer des efforts afin d'offrir des programmes d'études appropriés, et à fournir un nombre accru de bourses ainsi qu'une assistance adéquate aux institutions éducatives et culturelles du Golan syrien occupé ;
  - (c) à envoyer un expert chargé d'analyser et d'évaluer les besoins des institutions éducatives et culturelles dans le Golan syrien occupé, et de lui en rendre compte avant la 216<sup>e</sup> session du Conseil exécutif ;

## III.

12. Décide d'inscrire ce point à l'ordre du jour de sa 216<sup>e</sup> session, et invite la Directrice générale à lui présenter un rapport d'étape à ce sujet.

## POINTS SUPPLÉMENTAIRES

### Point 39 Eaux souterraines (215 EX/39 ; 215 EX/PG/1.INF.3 ; 215 EX/DG.INF Rev.)

17. Après avoir examiné ce point, la Commission du programme et des relations extérieures a recommandé au Conseil exécutif d'adopter le projet de décision suivant :

Le Conseil exécutif,

1. Considérant que les eaux souterraines ont le potentiel d'offrir aux sociétés des avantages et des opportunités sur les plans social, économique et environnemental, et qu'elles sont essentielles pour la préservation de l'intégrité des cycles de l'eau et des écosystèmes, la sécurité alimentaire et la sécurité de l'eau telles que définies dans le Plan stratégique de la huitième phase du Programme hydrologique intergouvernemental (PHI-VIII), l'élimination de la pauvreté, la création d'emplois décents et la résilience des sociétés et des économies face au changement climatique et à la variabilité météorologique,
2. Considérant également, tout en reconnaissant l'importance des eaux de surface, que les eaux souterraines jouent un rôle décisif dans l'approvisionnement en eau potable et l'alimentation des systèmes d'assainissement, des secteurs de l'industrie et de l'agriculture et des écosystèmes,
3. Reconnaissant que les eaux souterraines sont surexploitées et polluées dans certaines régions, tandis qu'elles sont sous-utilisées dans d'autres, principalement en raison d'un manque de ressources financières, de connaissances et de capacités, et qu'une action urgente est nécessaire en matière d'études, de recherche, d'évaluation, de gestion et de gouvernance concernant les eaux souterraines, en particulier dans les régions vulnérables telles que l'Afrique subsaharienne,

4. Reconnaissant également que la vulnérabilité des petits États insulaires en développement (PEID) est notamment liée à la rareté de l'eau douce, ressource qui risque d'être compromise par l'élévation du niveau de la mer et le changement climatique,
5. Reconnaissant en outre les effets néfastes de la rareté des eaux souterraines sur les femmes et les filles, ainsi que la nécessité d'inclure les femmes et les jeunes dans la prise de décisions relatives aux eaux souterraines,
6. Notant que les eaux souterraines jouent un rôle indispensable en vue de la réalisation de l'objectif de développement durable 6 (ODD 6) et de l'ensemble des ODD du Programme 2030 des Nations Unies,
7. Rappelant la tenue prochaine de la Conférence des Nations Unies consacrée à l'examen approfondi à mi-parcours de la Décennie internationale d'action sur le thème « L'eau et le développement durable » (2018-2028), à New York, du 22 au 24 mars 2023 (Conférence des Nations Unies sur l'eau de 2023), dont le compte rendu des débats constituera le document final, conformément à la résolution 73/226 de l'Assemblée générale des Nations Unies, ainsi que du Sommet ONU-Eau sur les eaux souterraines, à Paris, les 7 et 8 décembre 2022,
8. Prenant note de la campagne ONU-Eau 2022 sur les eaux souterraines, de l'édition 2022 de la Journée mondiale de l'eau sur le thème « Eaux souterraines : rendre visible l'invisible », ainsi que de l'édition 2022 du Rapport mondial des Nations Unies sur la mise en valeur des ressources en eau, lancé à l'occasion du 9<sup>e</sup> Forum mondial de l'eau, tenu à Dakar (Sénégal) du 21 au 26 mars 2022,
9. Notant également qu'en marge de la Conférence des Nations Unies sur l'eau de 2023, les co-organisateurs ont proposé l'établissement du Programme d'action pour l'eau, une plate-forme permettant à un large éventail de parties prenantes de formuler et de mettre en œuvre des engagements volontaires en vue d'accélérer la réalisation des objectifs et des cibles relatifs à l'eau,
10. Prenant note également du Plan stratégique de la neuvième phase du Programme hydrologique intergouvernemental intitulé « La science pour un monde où la sécurité de l'eau est assurée dans un environnement en évolution » (PHI-IX – 2022-2029), de l'Agenda 2063 de l'Union africaine – « L'Afrique que nous voulons », de la Vision africaine de l'eau pour 2025, de la Stratégie du Conseil des ministres africains chargés de l'eau (AMCOW) pour 2018-2030, ainsi que de la Déclaration de la deuxième Conférence de haut niveau sur la Décennie internationale d'action sur le thème « L'eau et le développement durable » (2018-2028), tenue à Douchanbé (Tadjikistan) du 6 au 9 juin 2022,
11. Prenant acte de la mise en œuvre du Cadre mondial d'accélération de la réalisation de l'objectif de développement durable n° 6, du rôle de coordinateur de l'UNESCO, aux côtés du Département des affaires économiques et sociales (DESA) de l'ONU, pour l'initiative de développement des capacités d'ONU-Eau sur l'ODD 6 visant à aider les pays à évaluer les lacunes en matière de capacités dans le domaine de l'eau, ainsi que de l'action menée par le Programme hydrologique intergouvernemental (PHI) en vue de la formulation et de l'application d'un indicateur sur l'éducation relative à l'eau,
12. Appelle les États membres, les organisations internationales, les institutions universitaires, la communauté des donateurs, les organisations professionnelles et les autres parties prenantes concernées à :
  - (a) contribuer à l'élaboration et à l'adoption de mesures et d'initiatives pour l'étude des eaux souterraines, l'évaluation des aquifères, la surveillance et la recherche, la

collecte de données et la diffusion des informations disponibles aux niveaux local, régional et mondial, selon les besoins ;

- (b) s'employer à renforcer la coopération en vue de préserver les aquifères non renouvelables, compte tenu des effets négatifs du changement climatique sur le niveau des aquifères ;
  - (c) appeler à une amélioration de la formation, du renforcement des capacités et du transfert de technologies en matière d'eaux souterraines à différents niveaux ;
  - (d) œuvrer pour une gestion et une gouvernance améliorées et durables des ressources en eaux souterraines, dans le cadre de la gestion intégrée des ressources en eau, en vue de la réalisation des objectifs de développement durable ;
  - (e) œuvrer à la mise en place d'une gestion et d'une gouvernance améliorées, intégrées et durables des ressources en eaux souterraines locales et transfrontalières, le cas échéant, en vue de la préservation des ressources naturelles et de la réalisation des objectifs de développement durable ;
  - (f) renforcer la coopération internationale et régionale entre les institutions scientifiques dans le domaine de l'hydrogéologie, et favoriser l'accès aux résultats et conclusions de la recherche pour les parties concernées, dans le but d'élaborer des politiques publiques et des programmes aux niveaux international, régional, bilatéral et national ;
  - (g) accroître l'investissement dans les stratégies d'innovation et d'adaptation concernant les eaux souterraines, en accordant une attention particulière aux conséquences de la mauvaise gestion des eaux souterraines sur les groupes en situation de vulnérabilité, en adoptant une approche inclusive du point de vue du genre dans les processus décisionnels concernant les eaux souterraines et en plaidant pour le recours à des outils tels que la boîte à outils du Programme mondial de l'UNESCO pour l'évaluation des ressources en eau (WWAP) sur l'eau et le genre ;
  - (h) renforcer la coopération à différents niveaux, notamment la coopération transfrontalière, pour favoriser la collaboration et trouver des synergies en matière de recherche sur les ressources en eaux souterraines, en mobilisant, entre autres, les centres du Programme hydrologique intergouvernemental (PHI) de l'UNESCO, les chaires UNESCO et les centres placés sous l'égide de l'UNESCO (catégorie 2), ainsi que les sites désignés de l'UNESCO ;
  - (i) prendre une part active et contribuer aux efforts visant à mieux faire connaître les eaux souterraines, et les questions relatives à l'eau d'une manière générale, lors de la Conférence des Nations Unies sur l'eau de 2023, et à prendre à titre volontaire des engagements concernant les eaux souterraines dans le programme d'action pour l'eau correspondant ;
13. Prie la Directrice générale de favoriser la coopération intersectorielle afin que le Secteur des sciences exactes et naturelles (SC) puisse élaborer, en coordination avec le Secteur de la communication et de l'information (CI), le Secteur de l'éducation (ED) et le Secteur de la culture (CLT), des outils de plaidoyer pour les médias sociaux afin d'accroître la sensibilisation et l'éducation en matière d'eaux souterraines et de renforcer la collaboration avec d'autres entités des Nations Unies à cet égard, étant entendu que cela n'aura pas d'incidences financières sur le budget ordinaire de l'UNESCO ;
14. Prie également la Directrice générale d'appeler la Famille de l'eau de l'UNESCO, conformément au Plan stratégique de la neuvième phase du Programme hydrologique

intergouvernemental (PHI-IX – 2022-2029), à mener des actions visant à renforcer les capacités, la formation et la sensibilisation en matière d'eaux souterraines, en adéquation avec les conclusions du sixième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) ;

15. Prie en outre la Directrice générale d'appeler la communauté des donateurs et la communauté scientifique internationale à accroître les investissements et les études concernant les eaux souterraines, en particulier en Afrique, en vue d'une meilleure intégration des activités de recherche sur les eaux souterraines dans les études sur le changement climatique et la biodiversité, pour éclairer la prise de décisions en matière d'exploitation des eaux souterraines.

**Point 40 Application de la Recommandation sur l'éthique de l'intelligence artificielle**  
(215 EX/40 Rev. et Corr. ; 215 EX/PG/1.INF.3 ; 215 EX/DG.INF Rev.)

18. Après avoir examiné ce point, la Commission du programme et des relations extérieures a recommandé au Conseil exécutif d'adopter le projet de décision suivant :

Le Conseil exécutif,

1. Rappelant la résolution 41 C/34 de la Conférence générale et dans le plein respect de ses dispositions, selon lesquelles la Directrice générale est notamment priée de poursuivre son étroite collaboration avec les États membres sur l'ensemble des sujets relatifs à la Recommandation sur l'éthique de l'intelligence artificielle,
2. Ayant examiné le document 215 EX/40 Rev., en particulier son paragraphe 7,
3. Se félicite des progrès accomplis à ce jour par les États membres de l'UNESCO en vue de l'application de la Recommandation sur l'éthique de l'intelligence artificielle, notamment le Forum sous-régional UNESCO-Afrique australe sur l'intelligence artificielle, qui s'est tenu en Namibie en septembre 2022, et l'engagement pris par la République tchèque d'accueillir Forum mondial sur l'éthique de l'intelligence artificielle avant la fin de 2022 ;
4. Invite les États membres intéressés à assurer, aux côtés du Secrétariat, le suivi de l'exécution des initiatives liées à l'application de la Recommandation sur l'éthique de l'intelligence artificielle, et à prendre contact avec le Secrétariat pour déterminer leur participation sur un pied d'égalité ;
5. Appelle les États membres à participer comme ils le souhaitent à l'application de la Recommandation sur l'éthique de l'intelligence artificielle, par exemple, entre autres choses, en mobilisant des partenaires des secteurs privé et public, notamment des experts, des consultants et des décideurs politiques, afin qu'ils prennent part aux diverses initiatives de mise en œuvre à différents niveaux, sous la coordination de l'UNESCO ;
6. Recommande aux États membres de mettre à disposition des experts et des institutions pour rejoindre les différents réseaux qui sont en train d'être établis au niveau international, tels que le réseau « Experts en éthique de l'IA sans frontières » et le Réseau mondial des centres de connaissances sur l'éthique de l'IA, entre autres, et invite le Secrétariat à collaborer avec tous les États membres intéressés ;

7. Encourage les États membres intéressés à prendre part aux initiatives de renforcement des capacités pour l'application de la Recommandation sur l'éthique de l'intelligence artificielle, à l'élaboration et à la mise à l'essai de la méthode d'évaluation de l'état de préparation et de l'évaluation de l'impact éthique au niveau national, ainsi qu'à la réduction des risques, conformément à la Recommandation, et prie le Secrétariat de lui présenter pour examen, à sa 217<sup>e</sup> session, un rapport à cet égard ;
8. Reconnaît que les États membres devraient consacrer des ressources financières suffisantes à l'appui des activités menées par l'UNESCO en faveur de la mise en œuvre de la Recommandation sur l'éthique de l'intelligence artificielle, tant par le biais des budgets ordinaires en cours et à venir que par des modalités de financement extrabudgétaire, en particulier pour financer les activités mentionnées dans le document 215 EX/40 Rev., et contribuer à la mise en œuvre des programmes phares pour la priorité Afrique (2022-2025) ;
9. Suggère que la Directrice générale mette en place un compte spécial multidonateurs pour la mise en œuvre de la Recommandation sur l'éthique de l'intelligence artificielle en tenant compte des deux priorités globales de l'UNESCO – Afrique et Égalité des genres – ainsi que des groupes prioritaires que forment les petits États insulaires en développement (PEID) et les jeunes ;
10. Reconnaît également qu'un soutien en nature, notamment le détachement de personnel et le déploiement d'administrateurs auxiliaires (JPO), peut aider le Secrétariat de l'UNESCO à mener à bien ses travaux, de même que la mobilisation d'experts qui apporteront un savoir-faire précieux en vue de l'exécution de la stratégie de mise en œuvre ;
11. Appelle également les États membres à accueillir les éditions annuelles du Forum mondial sur l'éthique de l'intelligence artificielle, en veillant à assurer une représentation géographique équilibrée parmi les intervenants et les participants ;
12. Encourage également les États membres qui ne sont pas membres du Groupe des Amis pour la mise en œuvre de la Recommandation sur l'éthique de l'intelligence artificielle à rejoindre ce réseau informel en contactant la Délégation permanente du Koweït pour soutenir la mise en œuvre de la Recommandation, ainsi qu'à rejoindre les plates-formes régionales qui sont en train d'être établies dans différentes régions ;
13. Réaffirme qu'il relève de la responsabilité de l'UNESCO d'aider les États membres à mettre en œuvre la Recommandation sur l'éthique de l'intelligence artificielle, par le biais notamment du renforcement des capacités, d'une assistance technique et de la mobilisation de ressources ;
14. Appelle la Directrice générale à faire en sorte que des approches intersectorielles adaptées soient suivies dans la mise en œuvre de la Recommandation sur l'éthique de l'intelligence artificielle afin de mettre à profit l'utilité pratique de la Recommandation pour la recherche d'applications éthiques de l'IA en matière de développement durable.

**Point 41 Journée mondiale de la métrologie** (215 EX/41 ; 215 EX/PG/1.INF.3 ; 215 EX/DG.INF Rev.)

19. Après avoir examiné ce point, la Commission du programme et des relations extérieures a recommandé au Conseil exécutif d'adopter le projet de décision suivant :

Le Conseil exécutif,

1. Ayant examiné le document 215 EX/41,

2. Considérant qu'une plus grande prise de conscience et une meilleure compréhension au niveau mondial du rôle de la métrologie dans la vie moderne sont essentielles pour relever les défis dans des domaines tels que le développement durable, l'énergie et la santé, ainsi que pour améliorer la qualité de vie tant dans les pays développés que dans les pays en développement,
3. Soulignant que des mesures précises et reconnues au niveau international sont essentielles au progrès économique et à la mise en œuvre des nouvelles technologies, ainsi qu'à l'application des sciences, notamment pour satisfaire aux besoins essentiels en matière d'alimentation, de santé, de logement, d'infrastructures routières et de transports, de ressources en eau, d'énergie et de gestion des ressources de la planète,
4. Prenant note des retombées larges et significatives des initiatives récentes menées par les programmes de renforcement des capacités de l'UNESCO dans les sciences et la technologie, ainsi que de la volonté enthousiaste de la communauté internationale de la métrologie de continuer à collaborer avec l'UNESCO dans le cadre d'activités de renforcement des capacités coordonnées au niveau international,
5. Reconnaissant qu'il est essentiel de veiller à ce que les acquis des précédentes initiatives de l'UNESCO dans les domaines des sciences et de l'éducation soient suivis d'effets et consolidés,
6. Reconnaissant également l'engagement pris par l'UNESCO et ses États membres en faveur du Programme de développement durable à l'horizon 2030,
7. Reconnaissant en outre la nécessité de lutter contre les disparités entre les hommes et les femmes dans le domaine de la métrologie en mettant en avant des modèles d'identification et en concevant des programmes pour encourager davantage de filles à envisager une carrière dans cette discipline,
8. Décide :
  - (a) d'accueillir et d'approuver la décision de proclamer le 20 mai de chaque année Journée mondiale de la métrologie ;
  - (b) d'inviter la Directrice générale à soutenir tous les efforts nécessaires à la proclamation d'une Journée mondiale de la métrologie ;
  - (c) d'inscrire ce point à l'ordre du jour de la 42<sup>e</sup> session de la Conférence générale ;
  - (d) de recommander à la Conférence générale, à sa 42<sup>e</sup> session, de proclamer le 20 mai de chaque année Journée mondiale de la métrologie ;
  - (e) d'encourager les États membres, les organisations non gouvernementales, les universités, et d'autres acteurs à prendre une part active dans la célébration de la Journée mondiale de la métrologie, de la façon que chacun jugera la plus appropriée et sans aucune incidence financière pour le budget ordinaire de l'UNESCO.

**Point 42 Mise en œuvre du programme « Fit for Life » et septième Conférence internationale des ministres et hauts fonctionnaires responsables de l'éducation physique et du sport (MINEPS VII) (215 EX/42 ; 215 EX/PG/1.INF.3 ; 215 EX/DG.INF Rev.)**

20. Après avoir examiné ce point, la Commission du programme et des relations extérieures a recommandé au Conseil exécutif d'adopter le projet de décision suivant :

Le Conseil exécutif,

1. Rappelant les résolutions 37 C/38, 38 C/43 et 39 C/30,
2. Considérant que, dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030, le sport est reconnu comme un facteur important de développement durable,
3. Prenant note du rôle moteur de l'UNESCO au sein du système des Nations Unies dans le domaine du sport et de l'éducation physique, et de sa Convention internationale contre le dopage dans le sport en tant qu'instrument unique de promotion des valeurs, de l'éthique et de l'intégrité du sport,
4. Rappelant aussi que la Charte internationale révisée de l'éducation physique, de l'activité physique et du sport reconnaît que l'accès à l'éducation physique et au sport est un droit fondamental,
5. Notant que la pandémie de maladie à coronavirus 2019 (COVID-19) a coïncidé avec une pandémie d'inactivité physique et que ces deux pandémies ont exacerbé les trois crises liées entre elles que sont le déclin de la santé physique, la dégradation de la santé mentale et l'accroissement des inégalités, et reconnaissant que des interventions intégrées dans les domaines du sport, de l'éducation, de la santé et de l'inclusion sociale sont nécessaires pour faire face à ces crises,
6. Soulignant la pertinence particulière du sport et de l'éducation physique comme facteurs de résilience physique, mentale et sociale, et notant aussi que la pandémie à coronavirus 2019 (COVID-19) a entravé l'accès à l'activité physique de manière générale, et en particulier pour les jeunes, les filles et les femmes, les personnes handicapées, les populations défavorisées et les communautés marginalisées,
7. Affirmant qu'une expérience positive précoce du sport est d'une importance décisive pour susciter et encourager une pratique régulière de l'activité physique tout au long de la vie,
8. Soulignant aussi que le sport – en tant que vecteur de l'acquisition de compétences essentielles dans la vie, de la transmission des valeurs de respect, de tolérance, d'esprit d'équipe et de civisme, ainsi que de la construction de l'estime de soi et de la confiance en soi – est un moyen unique de permettre aux enfants et aux jeunes de réaliser pleinement leurs potentialités,
9. Soulignant en outre que la pandémie de maladie à coronavirus 2019 (COVID-19) est l'occasion d'accélérer et d'amplifier la mobilisation des acteurs gouvernementaux, privés et de la société civile pour mieux mettre à profit le pouvoir du sport, de façon à faire face à ses effets et à promouvoir le développement durable et la paix,
10. Rappelant en outre que le Plan d'action de Kazan, adopté par la sixième Conférence internationale des ministres et hauts fonctionnaires responsables de l'éducation physique et du sport (MINEPS VI), est un instrument fondamental et crucial pour aligner les politiques relatives à l'éducation physique et au sport sur les objectifs de développement durable (ODD),
11. Se félicitant des progrès importants réalisés dans la mise en œuvre du Plan d'action de Kazan au niveau international,
12. Soulignant que l'approche intégrée du Plan d'action de Kazan, en tant que cadre d'orientation, doit être complétée par une stratégie et des outils de mise en œuvre

adaptés à un écosystème mis à mal par la pandémie de maladie à coronavirus 2019 (COVID-19),

13. Mettant en avant la pertinence du sport et de l'éducation physique comme des domaines se prêtant à des investissements à fort impact et faible coût dans des programmes visant des résultats liés aux objectifs de développement durable (ODD) désignés comme prioritaires – conformément au Plan d'action de Kazan et eu égard aux enjeux en ce qui concerne les inégalités, la santé, l'éducation, l'égalité des genres, l'autonomisation des jeunes, l'emploi, la bonne gouvernance et le respect des obligations redditionnelles, le changement climatique, l'aménagement urbain, la durabilité des infrastructures et les partenariats de développement,
14. Appelant l'attention sur la nécessité d'élargir et de diversifier l'écosystème du sport au niveau des communautés afin de s'assurer le concours des parties concernées par les objectifs de développement durable (ODD) présentés comme prioritaires dans le Plan d'action de Kazan, y compris les autorités politiques nationales et locales, les donateurs, les entreprises et les organisations de la société civile,
15. Reconnaissant aussi le rôle essentiel des sciences sociales et humaines, grâce auxquelles les politiques relatives au sport s'appuient sur des analyses et des éléments scientifiques pertinents concernant leur impact sur le développement social et humain,
16. Soulignant aussi que des données qualitatives et quantitatives sont indispensables pour guider les politiques et les interventions dans les domaines de l'éducation physique et du sport, ainsi que pour mobiliser des investissements dans ces domaines,
17. Se félicitant aussi du travail visant à mesurer l'impact du sport et de l'éducation physique dans le cadre du Plan d'action de Kazan et de l'enquête mondiale sur l'éducation physique de qualité,
18. Conscient de l'avantage comparatif dont dispose l'UNESCO dans le domaine du sport du fait de ses instruments uniques en leur genre en matière de politiques publiques : la Charte internationale révisée de l'éducation physique, de l'activité physique et du sport; la Convention internationale contre le dopage dans le sport, le Comité intergouvernemental pour l'éducation physique et le sport (CIGEPS) et la Conférence internationale des ministres et hauts fonctionnaires responsables de l'éducation physique et du sport (MINEPS),
19. Rappelant le lancement officiel de l'initiative *Fit for Life* à l'occasion de la 41<sup>e</sup> session de la Conférence générale,
20. Appelant également l'attention sur le fort potentiel de promotion de l'Organisation tout entière que représentent *Fit for Life* en tant que réponse stratégique à la pandémie de maladie à coronavirus 2019 (COVID-19) et le cadre de mise en œuvre du Plan d'action de Kazan,
21. Insistant sur l'occasion offerte par la septième Conférence internationale des ministres et hauts fonctionnaires responsables de l'éducation physique et du sport (MINEPS VII) qui se tiendra à Bakou, en Azerbaïdjan, du 14 au 17 mars 2023, de promouvoir *Fit for Life* comme une alliance multipartite propre à faire progresser les investissements publics et privés dans les sports et l'éducation physique pour tous,
22. Invite les États membres à soutenir l'UNESCO comme chef de file dans le domaine du sport afin qu'elle joue un rôle central dans des actions à fort impact visant à combattre les trois crises que sont le déclin de la santé physique, la dégradation de la santé mentale et l'accroissement des inégalités ;



23. Accueille avec satisfaction le lancement de l'initiative *Fit for Life* en tant que proposition stratégique de l'UNESCO tendant à rebâtir et façonner un avenir meilleur dans le contexte de la pandémie de maladie à coronavirus 2019 (COVID-19) ;
24. Soutient le concept de *Fit for Life* comme mécanisme de suivi et de mise en œuvre du Plan d'action de Kazan ;
25. Souscrit à l'intégration de l'autonomisation des jeunes, de l'égalité des genres et de l'inclusion des personnes handicapées comme éléments transversaux de *Fit for Life* ;
26. Soutient également la priorité donnée à l'établissement d'un système de gestion intégrée des données sur l'activité physique, l'éducation physique et le sport et la mobilisation de partenaires aux fins de la première phase de mise en œuvre de *Fit for Life* ;
27. Appelle à l'intégration d'un solide élément de durabilité qui atténue les conséquences sur l'environnement des grands événements sportifs et amplifient le legs social de ces événements, comme un système d'octroi de labels ;
28. Encourage la Conférence internationale des ministres et hauts fonctionnaires responsables de l'éducation physique et du sport (MINEPS) et le Comité intergouvernemental pour l'éducation physique et le sport (CIGEPS) à jouer un rôle central dans la promotion et la mise en œuvre de *Fit for Life* ;
29. Invite aussi les États membres à soutenir la mobilisation de ressources pour appuyer *Fit for Life* et en assurer la mise en œuvre et la coordination internationale ;
30. Encourage également les États membres à prendre une part active à la préparation, à la mise en œuvre et au suivi de la septième Conférence internationale des ministres et hauts fonctionnaires responsables de l'éducation physique et du sport (MINEPS VII) ;
31. Prie la Directrice générale de faire en sorte que l'UNESCO soit à même d'assurer l'accompagnement pratique, le développement et la coordination internationale de *Fit for Life* ;
32. Prie également la Directrice générale de présenter à la Conférence générale, à sa 42<sup>e</sup> session, un rapport d'étape sur la mise en œuvre de *Fit for Life* et les résultats de la septième Conférence internationale des ministres et hauts fonctionnaires responsables de l'éducation physique et du sport (MINEPS VII).

**Point 43 Le processus de Bakou : promouvoir le dialogue interculturel et l'inclusion sociale pour une paix et un développement durables** (215 EX/43 ; 215 EX/PG/1.INF.3 ; 215 EX/DG.INF Rev.)

21. Après avoir examiné ce point, la Commission du programme et des relations extérieures a recommandé au Conseil exécutif d'adopter le projet de décision suivant :

Le Conseil exécutif,

1. Rappelant la résolution 72/136 de l'Assemblée générale des Nations Unies (2017),
2. Rappelant également le Rapport du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies (A/72/488, 2017),
3. Rappelant en outre la résolution 53/243 de l'Assemblée générale des Nations Unies (1999),
4. Ayant examiné le document 215 EX/43,

5. Conscient du potentiel du dialogue interculturel pour promouvoir la cohésion et l'inclusion sociales et de son rôle en vue de relever des défis mondiaux tels que les discours haineux, l'extrémisme violent et tous les types de xénophobie, de racisme et de discrimination dans le monde, qui menacent la paix et compromettent la cohésion sociale et la diversité, et représentent tous des sources de préoccupation,
6. Conscient également que la promotion du dialogue interculturel permet de contribuer à la prévention et à la résolution des conflits, ainsi qu'au maintien de la paix,
7. Reconnaissant le rôle prépondérant de l'UNESCO dans la promotion du dialogue interculturel et d'une culture de la paix et du développement durables ainsi que sa participation active à la conceptualisation et à la conception du Forum mondial sur le dialogue interculturel,
8. Rappelant que l'UNESCO reste attentive au respect des principes de l'Organisation, notamment pour ce qui est de favoriser la tolérance et le dialogue interculturel,
9. Prenant note avec satisfaction des informations contenues dans le document 215 EX/43, reconnaissant la contribution du processus de Bakou aux objectifs des grands programmes de l'UNESCO, tels que ceux sur le dialogue interculturel, la Feuille de route contre le racisme et la discrimination, les Routes de la soie, la jeunesse et le sport,
10. Attachant une grande importance à ce que les forums (FMDI) et les autres activités organisées dans le cadre du processus de Bakou soient inclusifs et respectent les valeurs de l'UNESCO telles qu'inscrites dans le Préambule de l'Acte constitutif ;
11. Rappelant également les conséquences sociales et économiques de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), qui entravent considérablement les progrès inclusifs vers la réalisation des objectifs de développement durable (ODD), ainsi que l'importance de la collaboration et de la compréhension interculturelles dans ce contexte,
12. Se référant aux initiatives et réalisations qui s'inscrivent dans le cadre du processus de Bakou depuis 2008,
13. Notant que les activités au titre du processus de Bakou n'auront aucune incidence financière sur le budget ordinaire de l'UNESCO,
14. Recommande que l'UNESCO continue de montrer la voie pour favoriser le dialogue interculturel et une culture de la paix durable en définissant des politiques ainsi qu'en soutenant et en mettant en œuvre les programmes et les initiatives phares aux niveaux local, régional et international ;
15. Encourage le Secrétariat de l'UNESCO, les États membres et les partenaires intéressés à continuer de soutenir le processus de Bakou afin de contribuer plus encore à promouvoir la tolérance, la diversité culturelle et le dialogue entre les cultures et à renforcer les efforts mondiaux visant à améliorer le dialogue interculturel.

**Point 44 Cadre mondial pour une science ouverte face aux pandémies (215 EX/44 ; 215 EX/PG/1.INF.3 ; 215 EX/DG.INF Rev.)**

22. Après avoir examiné ce point, la Commission du programme et des relations extérieures a recommandé au Conseil exécutif d'adopter le projet de décision suivant :

Le Conseil exécutif,

1. Ayant examiné le document 215 EX/44 relatif à la nécessité d'une approche pratique pour soutenir le rôle crucial que joue l'UNESCO, en tant qu'institution de premier plan

dans le domaine de la science, en faveur du renforcement de la résilience des nations face aux pandémies mondiales,

2. Notant avec préoccupation les effets négatifs de la COVID-19 sur l'éducation et la culture, et son rôle dans l'aggravation des inégalités,
3. Rappelant la Recommandation de l'UNESCO sur une science ouverte, adoptée par la Conférence générale à sa 41<sup>e</sup> session (novembre 2021), et la Recommandation de l'UNESCO concernant la science et les chercheurs scientifiques, adoptée par la Conférence générale à sa 39<sup>e</sup> session (novembre 2017),
4. Faisant suite à la Recommandation sur une science ouverte, qui offre un cadre volontaire visant à réduire les inégalités en s'attachant à élargir l'accès à la science et aux bienfaits du progrès scientifique, en veillant à ce que tous les pays puissent avoir librement accès aux connaissances, aux données, aux méthodes et aux processus scientifiques nécessaires pour répondre aux pandémies mondiales actuelles et futures, conformément aux droits et aux obligations, y compris les exceptions et flexibilités, découlant des accords internationaux applicables,
5. Invite la Directrice générale, en étroite coopération avec les autres institutions compétentes des Nations Unies, notamment l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), en tirant parti des plates-formes de la science ouverte établies à l'échelle mondiale et conformément aux cadres juridiques internationaux en vigueur, à créer un cadre ouvert à tous les États membres en s'appuyant sur les sept domaines d'action prioritaires définis dans la Recommandation sur une science ouverte (2021), afin qu'il soit transparent, inclusif et accessible à tous ;
6. Prie la Directrice générale de lui rendre compte, à sa 216<sup>e</sup> session, des progrès accomplis à cet égard.